

**Communication de
Monsieur François Guillaume,
ancien Ministre**



Séance du 3 avril 2009



**Un projet de développement pour le tiers monde
La Terre est une poudrière dont la faim est le détonateur**

Chaque jour des dizaines de milliers de ressortissants du Tiers monde, faute d'espérer pouvoir «vivre au pays», prennent tous les risques pour quitter leur terre natale qui ne les nourrit plus et rechercher des contrées plus clémentes. Ce drame planétaire du face à face des 5 milliards d'habitants des pays d'émigration d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et du milliard d'hommes qui peuplent les pays d'accueil potentiel : l'Europe et l'Amérique du Nord, n'a d'autre remède qu'un formidable appui au développement de ceux qui ont tout, en faveur de ceux qui n'ont rien. Car on peut stopper une armée et la défaire ; on n'arrête pas une marée humaine, pas même en édifiant un mur espéré infranchissable sur ses frontières, comme tentent de le faire les Etats-Unis pour endiguer un flux annuel de 2 millions de clandestins mexicains qu'on ne renverra jamais dans leur pays d'origine aussi nombreux qu'ils sont entrés en terre convoitée.

Le constat de l'inacceptable n'est plus à faire. Deux mondes aux antipodes l'un de l'autre cohabitent sur une même planète : celui de l'abondance et celui de la pénurie. Des différences abyssales les séparent que traduisent les statistiques - 1 milliard d'affamés - et qu'illustrent les images bouleversantes de la famine, de la pauvreté, de la mort d'un enfant toutes les 4 secondes, des drames hélas banalisés qu'injurient encore la surconsommation dans l'hémisphère Nord, l'étalage des grandes fortunes, la confiscation de 80 % des richesses de la planète par 1/5^{ème} de ses habitants quand sur les 4/5^{ème} restants, celui des plus démunis

n'en reçoit que 1,5 % ; et c'est ce même milliard de déshérités qui est illettré, privé d'eau potable, d'électricité et de soins, ne vivant qu'avec 1 dollar par jour quand le Français moyen en dispose de cent.

Où est l'erreur ? Elle est dans l'absence d'une stratégie globale de la lutte contre le sous-développement des agences qualifiées de l'ONU (FAO notamment) s'entêtant depuis 50 ans à privilégier des interventions ponctuelles qui se contentent d'atténuer les conséquences de l'appauvrissement sans s'attaquer à ses causes profondes. Soutenir la production agricole par des aides à l'investissement, par des dons d'engrais et de semences sans sécuriser les revenus des producteurs laminés par des prix de denrées insuffisants est voué à l'échec. Comme l'est le désendettement des Pays les Moins Avancés par les Nations les plus riches s'il n'est pas mis fin à l'origine de leur dette : la dégradation des termes de l'échange Nord-Sud au détriment des pays du Sud exportateurs de matières premières soumises à spéculation.

Pourtant la pénurie alimentaire n'est pas une fatalité. La Terre peut nourrir les 9 à 10 milliards d'hommes qu'on nous annonce pour 2050. Doubler la production agricole en 20 ans est techniquement possible à condition de préserver les meilleures terres arables d'une artificialisation débridée -la France en perd 75.000 hectares par an, la Chine 1.000.000- ; à condition d'utiliser toutes les techniques existantes d'amélioration de la productivité agricole, y compris les OGM, sans porter atteinte aux équilibres naturels, et de mobiliser toutes les agricultures de la planète, si différentes soient-elles, tout en protégeant les paysans les moins performants du Sud de la concurrence subventionnée des producteurs du Nord.

La clé du rééquilibrage Nord-Sud est dans l'avènement d'un Nouvel ordre économique mondial dont la première déclinaison doit être agricole. Au tout-libéral dont les crises financières et alimentaires ont démontré les limites et les dangers, il oppose la régulation. Celle-ci ne remet pas en cause l'économie de marché, elle la discipline ; elle la module pour tenir compte de la singularité des acteurs, ces Etats que la nature a dotés différemment et dont les niveaux de développement sont dissemblables. Elle ne contrarie pas les microprojets, elle les protège de la « mauvaise humeur » des marchés. Cette réforme proposée vise à marier en une politique cohérente plusieurs mécanismes d'organisation économique utilisés par les pays occidentaux pour gérer leurs marchés agricoles. Elle s'articule en quatre mesures complémentaires et indissociables :

- une OPEP des produits agricoles permettant aux producteurs de réguler l'offre pour qu'elle s'ajuste constamment à la demande, pratique initiée au cours des années 1970 par les producteurs de pétrole ; elle fut mise en oeuvre en 1993 avec succès par les pays producteurs de café jusqu'à ce que

les plantations nouvelles du Vietnam, financées par la Banque mondiale, ne viennent rompre le fragile équilibre offre-demande que s'étaient imposés ensemble les producteurs africains et sud-américains pour maintenir les cours à un bon niveau de rentabilité. Cette méthode d'intervention sur le marché n'avait rien de condamnable puisqu'elle était recommandée par la dizaine d'accords internationaux agricoles par produit qui ont été signés après la deuxième guerre mondiale. Mais, peu opérationnels, ceux-ci ont été d'autant moins respectés que les paysans de l'hémisphère Nord disposaient déjà d'efficaces mécanismes nationaux de régulation de leurs marchés et de soutien budgétaire de leurs revenus, avantages décisifs qu'ils ne sont pas prêts à sacrifier sur l'autel d'un libéralisme commercial que, paradoxalement, ils exigent des pays pauvres ;

- des Marchés Communs fondés sur les entités géopolitiques existantes (ou à créer) pour protéger raisonnablement les paysans des PED des concurrences extérieures comme l'Europe a su le faire avec son Marché Commun agricole. En usant d'un mécanisme simple qui consiste à taxer les importations agricoles à l'entrée d'une zone sous union douanière d'un montant équivalent à l'écart constaté entre les prix de vente proposés par les traders commerciaux et ceux qui devraient être servis aux producteurs nationaux pour leur permettre de vivre de leur travail, les recettes douanières ainsi engrangées étant utilisées à stimuler l'investissement agricole aux fins d'accroître la compétitivité des agriculteurs locaux ;
- une aide massive de type Plan Marshall, sous une forme contractuelle liant pays bénéficiaires et donateurs sous l'égide de la FAO afin d'éviter toute dérive et sous couvert d'un programme agricole national ou multinational à l'exécution duquel pourraient participer des ONG pour que soit raisonnablement assurée la coordination des interventions sur une même aire géographique ;
- des zones monétaires gérant des devises stables et convertibles, à l'image de la zone Franc en Afrique subsaharienne, ce qui aurait l'avantage de réduire les perturbations commerciales liées à la fluctuation (ou à la manipulation) des taux de change.

Ce plan d'essence macro-économique forme un tout indissociable. Il est urgent de le mettre en chantier car le temps nous est compté. Face à la montée des périls que fermente le volcan de la pauvreté ce remaniement en profondeur de l'économie agricole mondiale est impératif. Mais pour entreprendre une telle refondation les hommes nouveaux récemment apparus sur la scène politique internationale seront-ils en mesure de provoquer les ruptures capables de dominer les intérêts en cause et de vaincre le conservatisme ambiant alors

que la prudence les inviterait plutôt à procéder à de simples aménagements ? Seront-ils aussi réactifs à la faim qui tenaille un milliard d'estomacs qu'ils le sont lorsque la monnaie est en danger ou que la fronde écologique bat son plein ? Une crise financière a secoué le monde : elle a précipité au chevet des banques fautives les chefs d'Etat qui se sont mués en grands argentiers sauveteurs pour éviter l'effondrement d'un système monétaire international miné par les artifices et les maléfices de l'argent virtuel. Simultanément la menace d'un réchauffement climatique dont on ignore toujours quelle est la part réelle de la responsabilité qui incombe aux activités humaines a mobilisé les mêmes, souvent plus soucieux du qu'en dira-t-on médiatique et de l'impact politique du sujet que des faits eux-mêmes et de leurs causes réelles. Car sauver la planète est un fonds de commerce qu'on se dispute, un slogan porteur érigé en une pensée unique qui n'a pas de contradicteurs.

Mais qui songe vraiment à sauver les hommes, à leur épargner l'angoisse du lendemain sans pain ? Et si le monde de l'opulence continue à ignorer celui de la pénurie, à lui refuser l'accès équitablement partagé aux richesses de la Terre, à la connaissance et au progrès alors la longue marche des désespérés changera le destin de chacune de nos nations et c'est une humanité déchirée et explosive que nous transmettrons aux générations à venir.